

Comment les secteurs industriels sont impactés par le changement climatique et comment ils s'y préparent ?

Partie 1: Quels impacts du changement climatique pour les secteurs industriels ?

Le changement climatique affecte tous les secteurs économique et a une incidence sur le risque de perte de capital pour les investisseurs. Les experts d'Ostrum AM ont étudié l'impact du changement climatique et leurs conclusions indiquent que le risque physique représente le risque le plus immédiat et le plus visible. Le risque de transition évolue également très rapidement et pourrait s'avérer plus critique que le risque physique pour certains secteurs.

Dans cette première partie, les équipes d'Ostrum AM vous présente les différents types de risques qui peuvent affecter chaque secteur industriel, et les outils mis en place par la société de gestion pour répondre à ces enjeux.

1.1 Le risque physique

Le risque physique qualifie les impacts matériels directs du changement climatique : aléas de production, usure prématurée des infrastructures, volatilité extrême et non anticipable des matières premières... Ces risques se traduisent par des impacts organisationnels et financiers. Concrètement, tous les secteurs sont concernés mais certains plus que d'autres.

Le **secteur des utilities** compte parmi les plus impactés. Les infrastructures de télécommunication ou de réseau électrique peuvent être directement impactées par des évènements climatiques extrêmes. Plus les infrastructures sont vieillissantes, plus les impacts sont potentiellement importants et se répercutent sur le reste de l'économie puisqu'ils mettent en péril l'approvisionnement électrique.

Il en va de même pour le **secteur agricole**, où toute la chaîne de l'industrie agro-alimentaire est exposée. Ici, les potentiels impacts sont les suivants : stress thermique entre des périodes de chaleur extrême et les dispositifs de réfrigération (énergivores) exigés pour la préservation des récoltes ; stress hydrique ; perturbation des écosystèmes menaçant les productions (pathogènes, nuisibles, feux, précipitations, gel...). Ces évènements climatiques impactent le volume de production, le prix des denrées agricoles tout en augmentant le risque de pertes des récoltes.

Les conséquences sont également immédiates pour les **assureurs et les réassureurs**. Selon SwissRe, le montant des dommages assurés liés aux évènements climatiques a atteint en 2020 un pic jusqu'alors inégalé (sauf en 2017). **Les banques et les asset managers** sont également directement impactés par les risques physiques en tant que prêteurs dans le secteur immobilier notamment. Les feux, ouragans... génèrent des pertes pour les banques dans leur books de prêts.

Pour anticiper au mieux le risque physique, Ostrum AM alloue d'une part des ressources financières à l'achat de données externes afin de mieux les évaluer et les cartographier. D'autre part, nos experts font en sorte d'anticiper quels secteurs et quelles entreprises sont susceptibles d'être le plus impactés. Cela implique d'analyser en détail les liens de causalité et les stratégies de

chaque partie prenante pour limiter les effets du changement climatique, et d'évaluer finement les risques associés.

1.2 Les risques de transition

Le risque de transition est le risque lié aux impacts matériels générés par la transition énergétique pour les acteurs économiques. Ces risques sont en lien direct avec l'évolution de leur environnement (politique, réglementaire) dans la gestion des risques climatiques, et en particulier l'implémentation de nouvelles réglementations. La notion de « stranded assets » (actifs « échoués ») est intrinsèquement liée aux risques de transition.

En raison de leur contribution aux émissions de GES, certains secteurs sont soumis à des réglementations de plus en plus encadrantes, à des taxes spécifiques ou à des plafonds dans leur production. L'impact de la transition peut être complètement disruptif pour une activité industrielle, avec de nombreuses conséquences : pertes d'activité, de profitabilité et donc dépréciation de la valeur des actifs.

Le **secteur Oil & Gas** est l'un des plus challengés, sachant qu'aujourd'hui 80% de l'énergie produite est à base de ressources fossiles (charbon, pétrole, gaz). Les sociétés du secteur suivent différents chemins pour s'engager dans la transition. Pour autant, leurs approches seront difficilement compatibles avec l'objectif de neutralité carbone en 2050.

Pour le **secteur des utilities**, la transition green a été amorcée il y a 10 ans, avec un changement du mix de certains pays européens. Cependant, certains pays sont en retard, comme la Chine, qui émet à elle seule 29% des GES et où le charbon représentant 60% du mix énergétique.

La mise en place un Green Deal a un effet direct sur le **secteur de l'aéronautique et aérien**, puisque les compagnies aériennes sont incitées à prendre une part active à la transition, en investissant dans des avions moins polluants.

Les **institutions financières** doivent elles aussi faire face au risque de transition, auxquelles elles sont exposées par le biais des portefeuilles de prêts et les portefeuilles financiers, alors que la réglementation devrait encore évoluer dans les années à venir. Le principal risque pour elles est de se retrouver avec des stranded assets (actifs dépréciés) dans les portefeuilles.

Ostrum AM a mis en place une organisation afin de répondre à ces enjeux, d'analyser les secteurs et les émetteurs pour prendre des décisions d'investissement dans le meilleur intérêt de nos clients. Les équipes intègrent les aspects extra-financiers afin d'analyser l'impact des entreprises sur le climat et en retour l'impact financier matériel du changement climatique sur ces dernières. La société de gestion a également implémenté depuis 2018 un score de matérialité des éléments extra-financiers qui vise à déterminer l'impact des éléments extra-financiers sur le modèle économique des entreprises, ainsi que la capacité de ces dernières de s'adapter.

L'anticipation des risques climatiques permet d'évaluer les entreprises qui, au sein de ces industries menacées, seront capables de s'adapter. L'organisation sectorielle d'Ostrum AM est essentielle pour déployer la meilleure allocation sectorielle et la meilleure sélection pour nos portefeuilles.

Partie 2 : Comment les secteurs économiques s'adaptent au changement climatique ?

Pour prévenir ou s'adapter aux effets du changement climatique, les entreprises doivent combiner des stratégies complémentaires, coûteuses et parfois disruptives. Les stratégies d'atténuation, principalement axées sur la réduction des émissions de carbone, sont aujourd'hui les plus visibles. Les stratégies d'adaptation couvrent les initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique et à en tirer parti. Elles conduisent à un examen approfondi des organisations, des lieux d'activités et des technologies utilisées.

Dans cette deuxième partie, les experts d'Ostrum AM expliquent pourquoi les stratégies de gestion du changement climatique doivent être plus inclusives, et prendre en compte la question de la "transition juste", ainsi que la question de la biodiversité, qui est inextricablement liée.

2.1 Atténuation et adaptation

Les entreprises doivent adopter deux stratégies complémentaires : une stratégie d'atténuation qui mise sur la réduction des émissions carbone et une stratégie d'adaptation, passant par une revue en profondeur des organisations et ciblant en priorité les secteurs les plus impactés par les risques physiques.

Le **secteur des utilities** a mis en place une stratégie d'atténuation, avec un système de gestion des pics de demande électrique, de stockage de l'électricité, de capture du carbone... Mais pour que les acteurs investissent massivement, ils ont besoin de visibilité sur les réglementations à venir et de soutien public.

Tous les leaders du **secteur oil and gas** ont présenté leurs plans de transition, avec différents choix de trajectoire pour limiter les émissions. Néanmoins rappelons que l'Agence Internationale de l'énergie a signifié qu'il est nécessaire d'arrêter tous les nouveaux projets (non approuvés) dans les énergies fossiles pour espérer atteindre les objectifs des Accords de Paris, une préconisation encore lettre morte.

Le **secteur agricole** subit une pression énorme de la part de la réglementation, des gouvernements et de l'opinion publique pour qu'il s'adapte. Des initiatives se mettent en place, telles que le développement de l'agroécologie, la restriction des pesticides, l'éducation des consommateurs. Les grands acteurs du secteur utilisent la conscience écologique accrue des consommateurs et leurs propres engagements pour se différencier.

Les **banques et assureurs** ont un rôle à jouer dans le financement d'une économie bas carbone tout en protégeant leur propre activité et accompagner les acteurs les plus performants dans le développement de nouvelles opportunités. Face au risque de transition, les assureurs intègrent par exemple les projections de pertes liées au changement climatique dans les primes de risque, alors que les réassureurs cherchent à réduire leur exposition aux risques physiques associés au changement climatique.

Des investissements accrus seront nécessaires pour financer les stratégies climatiques. D'après l'IEA, atteindre un niveau d'émission zéro en 2050 nécessite de tripler les investissements actuels

annuels dans la transition énergétique [4 344 Md\$ annuels aujourd'hui] d'ici 2030. Le prix croissant du charbon devrait être un driver important pour le développement d'énergies vertes.

Le succès de ces stratégies d'adaptation va dépendre des mouvements du marché, des évolutions technologiques et de la vitesse des changements. Les équipes de recherche de Ostrum AM monitorent étroitement le développement de ces secteurs et la capacité d'adaptation de chaque entreprise.

2.2 Nécessité d'adopter une démarche inclusive

La transition énergétique demande de construire des stratégies robustes, en évitant le risque de greenwashing. La recherche de neutralité carbone pour une entreprise peut parfois induire des effets contraires faute d'être rigoureusement établie, accompagnée par des stratégies complémentaires, et aussi faute de considération du reste de l'économie car la neutralité ne peut être que globale : les secteurs qui ont des leviers pour se décarboner ne doivent donc pas viser la neutralité carbone mais un objectif négatif.

In fine, pour atténuer le risque, les entreprises ne doivent pas seulement réduire leurs émissions mais bien réfléchir de manière holistique à des stratégies complémentaires les unes des autres.

Impact sur la biodiversité

La perte de biodiversité s'est accélérée de manière exponentielle au cours du dernier siècle. Selon WWF, l'inaction face à la perte de biodiversité pourrait coûter 479Md\$ par an aujourd'hui et près de 10 000Md\$ par an en 2050.

Les data providers s'emploient à chercher des modèles d'évaluation, qui permettent d'évaluer les impacts sur la biodiversité de toutes les parties prenantes et de mieux cibler les mesures correctives. La finance a quant à elle un rôle clé à jouer dans la préservation de la biodiversité en engageant les entreprises à intégrer ces enjeux dans leur stratégie.

Transition juste

A court terme, le déploiement de la transition énergétique entraîne des conséquences sociales qui doivent être anticipées et intégrées. Selon l'*International Labor Organization* en 2019, la transition énergétique pourrait créer 24 millions de nouveaux emplois d'ici 2030. Mais 6 millions d'emplois pourraient disparaître en parallèle, en raison de l'obsolescence de certains modèles ou entreprises liés aux énergies fossiles.

La notion de transition juste commence à être traitée au niveau des Etats et intégrée dans des initiatives globales : l'UE a créé un fonds de transition juste de 17,5 Md€ dédié aux régions les plus exposées au charbon. L'objectif est d'aider les travailleurs locaux à acquérir de nouvelles qualifications sur les énergies vertes, les technologies, les infrastructures.

Les investisseurs peuvent soutenir la transition juste. Cela implique d'inclure dans les politiques de dialogue et d'engagement des échanges sur les aspects clés que sont les conditions de travail, la gestion des fournisseurs, les relations avec les communautés locales...

C'est dans cette optique qu'Ostrum AM a rejoint la liste des signataires des PRI en 2008, ainsi que la coalition Transition juste lancée par Finance for Tomorrow en 2021. Nous intégrons des critères liés à la transition juste, comme l'emploi ou la formation dans nos évaluations des entreprises et mettons également en place des politiques d'exclusion dédiées. Nos engagements couvrent également la mesure de la qualité du dialogue social dans l'entreprise, la préservation de la sécurité et de la santé des employés, entre autres critères.

Pour Ostrum AM, les entreprises doivent être plus sophistiquées dans leur approche climatique pour réussir dans un environnement où les réglementations sont de plus en plus exigeantes.

À propos de Ostrum Asset Management

Ostrum Asset Management a pour mission de prolonger les engagements de ses clients par l'investissement et de contribuer, à leurs côtés, à assurer les projets de vie, la santé et la retraite des citoyens européens.

Parmi les leaders européens¹ de la gestion institutionnelle, Ostrum Asset Management accompagne ses clients opérant avec des contraintes de passif, en leur proposant une offre duale : la gestion d'actifs, avec son expertise reconnue en gestion obligataire et en gestion assurantielle (actions et obligations) ; la prestation de services dédiés à l'investissement, avec une plateforme technologique de pointe.

Acteur engagé de longue date dans l'investissement responsable², Ostrum Asset Management gère 440 Mds€ d'encours³ pour le compte de grands clients institutionnels (assureurs, fonds de pension, mutuelles, entreprises) et administre 575 Mds€ d'encours³ pour le compte d'investisseurs professionnels, opérant dans le monde entier et sur tous types d'actifs.

Ostrum Asset Management est un affilié de Natixis Investment Managers.

1. IPE Top 500 Asset Managers 2020 a classé Ostrum AM, au 77e rang des plus importants gestionnaires d'actifs au 31/12/2019. Les références à un classement ne préjugent pas des résultats futurs de la société de gestion.
2. Ostrum AM est une des premières sociétés de gestion françaises signataire des PRI en 2008. En savoir plus : www.unpri.org.
3. Source : Ostrum Asset Management, données consolidées à fin mars 2021. Les encours administrés incluent les encours d'Ostrum AM. Les prestations de services pour un client donné peuvent porter sur certains services uniquement.